

# Tract du SNUDI FO du 15 novembre 2007

## 20 novembre 2007

### TOUS EN GREVE

#### POUR L'AUGMENTATION DE NOS TRAITEMENTS

**L'année 2007 ne doit pas être une « année blanche »  
Augmentation immédiate de la valeur du point d'indice  
Rattrapage des pertes subies en particulier depuis 2 000**

Tout augmente : loyers, essence et transports, nourriture, frais scolaires, habillement, gaz, électricité, etc., etc.,

**Sauf les traitements des fonctionnaires**

Et le Gouvernement a le culot d'écrire et d'affirmer : « *les fonctionnaires ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de +3,7% en 2007* » !!!

Et le Gouvernement - employeur public – veut faire du pouvoir d'achat sa première priorité !!!

#### POUR DEFENDRE NOS RETAITES

**Non à l'allongement de la durée de cotisations  
Retour aux 37,5 pour tous Public et privé  
Maintien du calcul sur la base du traitement des 6 derniers mois**

Après avoir fait passer la durée de cotisations de 37,5 annuités à 40, le gouvernement veut encore l'augmenter d'un an d'ici 2012...

Il faudra donc cotiser 41 annuités pour bénéficier d'une retraite à taux plein

Et après on passera à 41, 42, 43....

#### CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

**Rétablissement de tous les postes supprimés  
Création de tous les postes nécessaires au bon fonctionnement de l'école**

Plus de 22 000 suppressions de postes dans la Fonction publique dont 11 500 dans l'Education nationale.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, malgré les annonces ministérielles, le projet de loi de finances 2008 prévoit la suppression de près de 400 ETP (Equivalents Temps Plein)...

#### POUR DEFENDRE NOTRE STATUT

**Retrait du protocole de discussion dans le 1<sup>er</sup> degré  
Non à l'annualisation de nos obligations de service  
Nous sommes fonctionnaires d'Etat et nous voulons le rester**

Le statut de la Fonction publique est en danger.

Le Président de la République a annoncé la couleur en déclarant qu'il fallait « *ouvrir le carcan des statuts* ».

Le Ministre de l'Education nationale obtempère et rend public un protocole de discussion où la suppression du samedi matin n'est qu'un prétexte pour annualiser nos obligations de service et nous placer sous la coupe des conseils d'administration des EPEP que M. Darcos veut

mettre en place.

Le Ministre de l'Education nationale obtempère et rend public un protocole de discussion où la suppression du samedi matin n'est qu'un prétexte pour annualiser nos obligations de service et nous placer sous la coupe des conseils d'administration des EPEP que M. Darcos veut mettre en place.